

Dr Mustapha MEKIDECHE

“For an inclusive sustainable development in Africa: the knowledge-based economy at the heart of the new economic paradigm”

Abstract

"How can we achieve an inclusive and sustainable development on the African continent which will result in a much-needed massive job creation, a significant poverty reduction, a social cohesion and ultimately peace? This required strategy will necessarily be based on the industrialization of Africa, which will allow it to transform its raw materials on the continent. This added value will bring more wealth, more jobs and will ultimately give Africans more confidence, which in turn will have a positive impact on the intra-African trade. However, a major pre-requisite to this strategy of industrialization is access to and the mastery of knowledge and know-how. In this chapter, the Diaspora, which usually is motivated to help their countries of birth, can play a key role.

The concept of industrialization will be introduced in my presentation will include different aspects of our modern economy including manufacturing, food, mining industry but also the service industry such as telecommunication, e-commerce, banking and tourism. In summary, the goal of the proposed strategy is to achieve a sustainable, inclusive, robust and resilient economy. This economic growth will create local wealth and jobs and reduce poverty.

The presentation will examine the challenges faced by Africans to achieve the new growth regime leading to the emergence in Africa! As an illustration, the Algerian version of this new growth paradigm will be presented, a model that can be generalized to other countries on the continent. In conclusion, it is clear that the knowledge-based economy will be at the heart of this new paradigm for Algeria and for Africa.

Key words

Knowledge-based Economy (CFS),
New economic paradigm,
Sustainable development,
Inclusive development,
Institutions,
Human capital,
Technologies
Know How

Économie fondée sur la connaissance (EFC),

Nouveau paradigme économique,
Développement durable,
Développement inclusif,
Institutions,
Capital humain,
Technologies
Savoir Faire

Biography

Former vice-president and founding member of the National Economic and Social Council (CNES) of Algeria. **Mustapha MEKIDECHE** holds a degree in mathematics from the University of Algiers and a doctorate in economics from the University of Grenoble 2. He was a member and then Chairman from 2012 to 2017 of the African Peer Review Mechanism (APRM) Panel at the African Union (AU). He carried out his career in the hydrocarbons sector as director of the industrial zones of Skikda and Arzew for Sonatrach then as advisor to the Minister of Energy and finally as founder and general manager of the national company of petroleum engineering (ENEP). In this capacity he was a founding member and Vice President of UNEP. He has been working since 1998 as an independent consultant in industrial sectors, International expert on governance (UNDP, WB) and Business Strategy (SME's). He is currently President of the Algeria-Japan Business Club.

Introduction

« Comment obtenir un développement inclusif et durable qui permettra une création massive d'emplois, une réduction significative de la pauvreté et, in fine, la cohésion et la paix sociales sur le continent africain ? ».

En me basant sur l'expérience algérienne et les évaluations de gouvernance économique et politique que j'ai faites dans plusieurs pays africains pour le MAEP, institution de gouvernance de l'Union africaine, je propose dans cette communication quelques éléments pouvant structurer ma vision d'un nouveau paradigme économique, s'appuyant sur l'économie fondée sur la connaissance (EFC).

Je tirerai profit également, pour ce faire, des enseignements des itinéraires d'émergence de certains pays asiatiques et sud américains (Brésil, Mexique, Malaisie, Corée du Sud, Chine).

Ma thèse est que l'émergence de l'Afrique passera nécessairement par son industrialisation, c'est à dire la transformation, dans le continent, de ses matières premières et le développement des échanges intra africains. Cette industrialisation implique nécessairement l'appropriation et la maîtrise des connaissances, du savoir et des technologies par les Africains. Le vecteur en sera sa jeunesse sur le continent, sa diaspora dans le reste du monde et ses entrepreneurs.

D'où l'importance de la thématique de cette conférence qui place la connaissance et la maîtrise technologique comme passage obligé pour relever les défis de l'émergence africaine.

Dans ma présentation, il faut comprendre le concept d'industrialisation au sens large incluant évidemment les industries manufacturières, agroalimentaires et minières mais aussi les industries de services telles que par exemple que les industries numériques, bancaires et touristiques. En un mot il s'agit de l'ensemble des activités économiques créant de la richesse dans une perspective de développement durable et inclusif.

L'objectif étant de parvenir à une croissance inclusive, robuste et résiliente, seule voie permettant à la fois de réduire la pauvreté et créer massivement de l'emploi.

1. Problématique de la croissance et de l'émergence en Afrique

On entend régulièrement des voix dire, sur le continent et dans le reste du monde, qu'il suffit de mettre en œuvre les « Plans émergence », 2020, 2025, 2030, 2035, adoptés par un certain nombre de pays africain et tout ira bien. Cette démarche a montré, dans les faits, ses limites car elle a été insuffisante, et dans certains cas inappropriée, pour prendre en charge les lourds défis économiques et sociaux africains. Souvent les équipes d'experts des grandes firmes multinationales de conseil et d'audit qui ont élaboré et vendu ces stratégies, ont eu une lecture exogène et technocratique et in fine inopérante pour atteindre l'objectif d'émergence des économies africaines. Voyons pourquoi.

Nous savons tous que la mondialisation contraint les trajectoires de croissance de tous les pays et que le « main stream » de la pensée économique dominante structure les choix des politiques économiques à travers le monde, notamment en Afrique. Mais l'histoire économique contemporaine nous livre d'autres enseignements que, nous africains, devons méditer et prendre en compte pour l'avenir.

Ainsi on voit bien que les régulations internationales mises en place au lendemain de la deuxième guerre mondiale sont mises à mal par ceux là même qui les ont créé.

Quelques exemples pour illustrer cela : le sauvetage par la voie budgétaire (argent public) du système bancaire international durant la crise financière de 2008, contournement de l'OMC pour le règlement des différends commerciaux par le rapport de forces, sans référence aux accords multilatéraux conclus.

Plus récemment la pandémie de la Covid19 et la crise économique en résultant ont vu la mise en avant d'approches de solutions éloignées des programmes classiques de sortie de crises néolibéraux (financement budgétaire de la croissance, implication des banques centrales pour soutenir les plans nationaux de relance et in fine la trésorerie des entreprises etc.). Il est paradoxal de noter que cette intervention massive, par endettement et voie budgétaire, singulièrement celle des pays de l'UE et des USA, pour financer les effets de la crise du COVID 19 et relancer leurs économies en récession est une démarche tout à fait contraire à celle des programmes d'ajustements structurels (PAS), qui avait été présentée dans le passé aux pays africains, comme solution magique par les institutions de Bretton Woods.

On a vu les résultats et les dégâts occasionnés sur les économies africaines par la mise en œuvre de ce que les économistes avaient appelé le « Consensus de Washington ». A ce propos il est conseillé aux jeunes africains, notamment les étudiants, qui n'ont pas connu cette période, de lire ce qu'en dit l'ex économiste en chef de la Banque mondiale, Stiglitz dans ces livres¹. Alors on se permettra, pour une fois, d'avoir notre propre lecture de la croissance et de voies à emprunter pour y parvenir : « *African solutions for african problems* ».

A travers mon expérience en tant que Président du Panel des Éminentes Personnalités du MAEP et pour avoir évalué la gouvernance d'un certain nombre de pays (Sénégal, Côte d'Ivoire,) et supervisé d'autres (Algérie, Kenya, Soudan, Djibouti), j'ai appris que ces Plans d'émergence proposés par les cabinets internationaux, à nous Africains , doivent être pris pour ce qu'ils sont: un catalogue technocratique de solutions pour atteindre l'émergence en oubliant, assez souvent, les attentes sociales des populations et mêmes des besoins du secteur privé local et des élites africaines.

¹ Joseph E. Stiglitz, Un autre monde, contre le fanatisme du marché.

Aussi l'implantation d'un nouveau paradigme de croissance endogène au Continent est absolument requis. Mais la question à se poser est comment sortir du modèle en vigueur et quels défis relever pour ce faire ?

Les itinéraires économiques des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine nous apprennent deux choses. Le premier enseignement est qu'il y a quatre pré requis à réunir sans lesquels l'émergence restera problématique :

- de bonnes infrastructures, y compris énergétiques et hydrauliques mais également sanitaires ;
- un capital humain éduqué, objet de la thématique du présent forum, qu'il faut saluer d'avoir mis en exergue;
- des institutions solides, politiques mais aussi économiques en mesure de garantir le fonctionnement transparent des marchés, l'indépendance de la justice et la séparation de l'argent de la politique pour réduire la corruption et la mauvaise gouvernance;
- la sécurité et la stabilité en faisant « taire les armes » et promouvoir la paix sans laquelle il n'y a pas d'économies prospères d'où l'importance du règlement de leurs conflits par les africains eux-mêmes aux moyens des instruments mis en place par l'Union africaine(UA).

C'est la thèse que j'ai défendue à la deuxième Conférence africaine sur l'émergence tenue à Abidjan en mars 2017². On est donc loin de la démarche standard des plans d'émergence exogènes et prêts-à-porter vendus aux pays africains par les grands cabinets internationaux de conseil dont je parlais à l'instant.

Le deuxième enseignement est que tous les pays qui ont émergé à ce jour, notamment la Corée du Sud, la Malaisie, la Chine, le Brésil, l'ont été en élaborant leur propre stratégie. De plus ils se sont appuyés sur le dynamisme de leur secteur privé national de leurs élites locales et de leur diaspora, en partenariat avec les groupes industriels internationaux qui dominent les chaînes de valeurs mondiales.

A l'inverse, l'histoire économique récente nous apprend que le recours aux seuls groupes étrangers, sans la participation significative du secteur privé local, n'a produit nulle part des résultats probants en matière d'émergence économique . Nous parlons là d'un secteur privé productif et non pas leurs segments comprador ou plus grave

² Deuxième Conférence internationale sur l'émergence en Afrique (Abidjan, 28-30 mars 2017), communication Dr Mustapha MEKIDECHE, Plan d'émergence de l'Algérie: passage d'une économie peu diversifiée à une économie émergente, à propos de quelques conditions de mise en œuvre

prédateur dont l'existence persiste encore à travers le continent. A ce sujet, j'ai constaté, à travers mes évaluations des pays africains, que les gouvernements africains ne soutiennent pas assez leur secteur privé respectif, en construction donc fragile et soumis de plus à une compétition féroce avec les entreprises du reste du monde plus outillées et mieux accompagnées.

Les évaluations de la gouvernance faites par le MAEP, notamment celles que j'ai conduites, montrent que les pays africains gagneraient à s'appuyer beaucoup plus sur leurs élites académiques pour élaborer leur stratégie et leurs entrepreneurs pour faire émerger plus rapidement un secteur privé national puissant, y compris en recourant au principe de la préférence nationale et continentale³. La mise en œuvre réussie de tout plan de relance à long terme, qui se confond à un plan d'émergence en Afrique, implique, pour chaque pays africain relever de relever en même temps quatre défis majeurs qui conditionnent l'accès ou non au développement inclusif.

2. Les quatre défis du nouveau régime de croissance conduisant à l'émergence en Afrique

En nous appuyant donc sur l'approche méthodologique esquissée plus haut et largement partagée par les experts et les institutions régionales et internationales, ces quatre défis majeurs que devra relever le Continent sont :

- A. le défi sécuritaire ;
- B. le défi démographique ;
- C. le défi technologique et productif ;
- D. le défi énergétique .

Examinons les dans l'ordre indiqué plus haut :

A. Le défi sécuritaire

Après un processus de décolonisation long et douloureux, les évolutions géopolitiques, notamment dans notre continent, sont empreintes encore de dangers réels (terrorisme transnational, narcotrafics, criminalité diverses,) qui nécessitent une forte coopération africaine, sous le leadership de l'Union africaine, des institutions de police, de défense, de sécurité et de renseignement Il s'agit de sécuriser toute les régions en sécurisant également ses routes commerciales et énergétiques vers et en provenance notamment de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb. Cela inclut aussi d'inscrire les échanges africains dans un cadre mondialisé équitable (Union européenne, Etats-Unis, route de la soie vers la Chine, Inde, Corée du Sud, Japon) en présentant une démarche africaine unifiée avec la création du marché de libre échange africain n'est qu'un premier un élément structurant.

³ <https://www.aprm-au.org>

B. Le défi démographique

Alors que nous, africains, notamment algériens étions entrés dans la courbe de la transition démographique à la fin du siècle dernier, une inversion de tendance, est apparue clairement indiquée dans les rapports sur l'indice de développement humain du PNUD. Depuis le début de la décennie 2000, le taux de nuptialité et le taux de natalité ont repris une croissance forte en Algérie et dans d'autres pays africains. Cela pose un défi de prise en charge de nombreuses cohortes, notamment de jeunes. Dans le même ordre de préoccupation, il y a aussi les éléments problématiques portant sur le vieillissement de la population avec les conséquences sur les équilibres des caisses de sécurité sociale et de paiement des retraites. Dernier élément du défi, l'impact de ce boom démographique sur l'augmentation des taux de demande énergétique. Dans mon pays, par exemple, nous ne sommes plus dans la transition démographique atteinte dans la décennie passée du fait de l'explosion de la nuptialité résultant par la mise en œuvre d'un programme massif de construction de logements.

C. Le défi technologique et productif

Il s'agit d'un défi existentiel pour le continent. C'est en relevant ce défi de la connaissance que les économies africaines pourront construire des systèmes productifs à même de couvrir d'abord les besoins des populations en transformant d'abord sur place une part des matières premières et les productions agricoles au lieu de les exporter en l'état. Les ressources humaines et les ressources naturelles existent. Il faut simplement développer les savoir faire (know-how) et l'esprit d'initiative pour transformer ces dernières en richesses matérielles au profit des populations (B to C) et des économies africaines (B to B).

Mais cela ne peut se faire si les rentes de nature diverses ne sont pas asséchées car leur utilisation comme sources d'enrichissement indu et rapide a un effet d'éviction sur l'effort productif et donc sur l'émergence d'entrepreneurs efficaces et capables de soutenir la féroce compétition internationale. Ces robinets de rentes, profitant du mélange de l'argent et de la politique sont sources de corruption, voire de prédation qui empêche l'émergence d'économies diversifiée et compétitive sur notre continent. Les différents rapports d'évaluation de la gouvernance des pays africains, élaborés par le MAEP l'indiquent clairement (3 idem). C'est de plus un passage obligé pour construire des marchés transparents et efficaces (considérés comme institutions au sens de Douglas North) en lieu en place des marchés informels peu efficaces dominants en Afrique.

En d'autres termes cela implique une compétition, ouverte, loyale et transparente, ouverte à tous les acteurs du marché et non réservée aux opérateurs qui ont la proximité des administrateurs des ressources rares et des facteurs de production (foncier, crédits, etc.).

Par ailleurs l'économie fondée sur la connaissance (EFC), adossée à une digitalisation plus large et plus rapide de la société et des entreprises et la promotion de l'innovation,

doit être accompagnée par les pouvoirs publics, en partenariat avec le système universitaire et de recherche. Cela parce qu'elle est source d'externalités positives sur les systèmes productifs africains en améliorant leur productivité et leur compétitivité par la maîtrise technologique et l'innovation.

Un autre élément majeur de la stratégie est la création de conditions pour obtenir une émergence plus rapide et plus forte du secteur privé, y compris celle de plusieurs centaines de champions africains. Si ce défi n'est pas relevé, nous voyons mal comment le processus de production affiché des biens et services industriels et énergétiques conventionnels ou renouvelables peut-être mis en œuvre pour produire des effets industrialisants et créer de l'emploi pour les primo demandeurs d'emplois africains de plus en plus nombreux. La création de la Zone africaine de libre échange facilitera le commerce intra africain de nature à soutenir une croissance durable, au lieu de vendre au reste du monde nos matières premières et y importer les produits finis. Cet accord africain de libre échange va effacer 107 frontières douanières sur le continent avec des normes et des tarifs différents, créant ainsi un marché unique de 1,3 milliards d'habitants estimé à \$2300 milliards. Le continent pourra inverser alors cette image persistante héritée de la colonisation de pourvoyeur de matières premières pour le reste du monde ne tirant pas profit des externalités positives de ces dernières.

D. Le défi énergétique

La construction de la sécurité énergétique et l'engagement dans la transition énergétique en Afrique sont deux actions permanentes et prioritaires car ils produisent des effets induits de long terme (LT) sur l'évolution favorable du cadre macroéconomique dans son ensemble. Par ailleurs il est un élément stratégique de solution pour relever les trois premiers défis. Le gap énergétique africain est un handicap très sérieux pour le développement inclusif du continent. C'est ce qui ressort des conclusions du quatrième Forum international sur les perspectives africaines, organisé conjointement par la Banque africaine de Développement (BAD) et le Centre de Développement de l'OCDE. Leurs chiffres, ci-dessous, illustrent parfaitement ce gap.

L'Afrique a ainsi la plus faible couverture de ses besoins énergétiques par rapport aux autres continents, malgré l'existence de ressources naturelles conventionnelles et renouvelables énormes. A titre d'illustration, 7 % seulement de son potentiel hydroélectrique est exploité (Egypte, Mozambique, Zambie, Nigéria Ghana).

Dans le même ordre d'idées, la Rift Valley (Afrique de l'Est) qui dispose d'un potentiel de production d'énergie géothermique de l'ordre de 9000 MW n'est exploité qu'à hauteur de 45 MW et 9MW produites au Kenya et en Ethiopie.

L'Afrique ne dispose que de 1,3% des capacités de production photovoltaïques mondiales. De plus même si l'Afrique dispose de 7,3% des réserves mondiales de pétrole, participant à 10,6% de la production mondiale, elle ne possède que 3,6% des capacités de raffinage installées dans le monde sans oublier la quasi inexistence de capacités de transformation pétrochimique. Elle ne consomme d'ailleurs que 3% de la consommation mondiale de pétrole, ce qui en fait le continent le moins pollueur dans le monde.

S'agissant de l'électrification, seul un tiers de la population africaine y a accès. Cela représente le taux d'électrification le plus faible du monde (40,8 % en Asie du Sud, 86,6 % en Amérique latine, 86,9 % en Asie de l'Est). De plus il existe des disparités importantes de taux d'électrification entre l'Afrique du Nord (90%) et l'Afrique subsaharienne (22,6%).

En résumé, la consommation énergétique africaine est très faible en Afrique, dominée par l'utilisation de la biomasse et du bois. Deux autres chiffres de consommation énergétique illustrent ce déficit structurel : 0,5 tep (tonne équivalent pétrole par habitant) en Afrique contre 1.2 tep en moyenne mondiale.

Pour réduire ce gap énergétique, le développement des systèmes énergétiques africains devrait être une priorité pour chaque pays africain, en s'appuyant aussi sur les ressources locales mais aussi sur les instruments d'intégration énergétique régional et continental. Cette coopération africaine dans l'énergie peut se décliner en trois axes, en s'appuyant à la fois sur la sécurité et sur la transition énergétiques dans le continent :

- le premier axe relatif au développement des réseaux de transport intra africains d'hydrocarbures et d'interconnexion électrique en appuyant les projets déjà existant bilatéraux tel que le gazoduc Nigéria- ALGERIE passant par le Nigeria du Nord le Niger et le Sahara algérien. Pour ce dernier, il permettra d'accéder aux marchés européens à travers nos deux gazoducs subméditerranéens ouest et desservir en même temps les régions en déficit énergétique du Nigeria du Nord et du Niger ;
- le deuxième axe est la coopération intra africaine pour le développement plus rapide et plus intense des énergies renouvelables, y compris à travers d'accords triangulaires. Le Sahara algérien, en tant que premier gisement électro-solaire au monde peut devenir un émetteur massif d'énergie électro-solaire vers les pays du Sahel et de pays subsahariens dès que les technologies de production et de stockage de masse seront au point dans une coopération triangulaire avec le reste du monde ;
- le troisième axe portera sur la coopération africaine dans la rationalisation de la consommation de l'énergie en mutualisant les expériences et les expertises des différents pays africains.

3. Les conditions de mise en œuvre et les facteurs de succès

Comme illustration de cette démarche, on peut se référer à la déclinaison algérienne de ce nouveau paradigme de croissance, modèle généralisable aux autres pays du continent. Elle implique une mobilisation collective et solidaire sur les trois vecteurs suivants:

3.1. Accorder la priorité au développement du capital humain et la promotion de l'entrepreneuriat.

L'Algérie est depuis quelques années sur le podium africain de l'indice de développement humain du PNUD. Mon pays a bien compris la place stratégique du

capital humain dans le processus de développement et d'émergence économique. Sur ce sujet encore, l'anecdote suivante me paraît tout à fait pertinente. Un journaliste a posé au PDG d'Embraer, grande entreprise aéronautique brésilienne, la question de savoir ce qui a été à l'origine du succès de ce grand groupe d'un pays émergent, le PDG a répondu tout simplement « la qualité de nos ingénieurs ».

3.2. Mobiliser les sources des financements internes variés pour développer les systèmes productifs africains, les systèmes énergétiques dans un mix énergétique adapté et varié. La mobilisation des ressources financières s'appuiera sur toutes les sources: épargne interne, coopération régionale et continentale, crédits concessionnels bilatéraux, financement des institutions internationales et continentales.

3.3. Développer les tissus d'entreprises africaines de toute taille. En matière d'entrepreneuriat il faut à la fois soutenir les micros entreprises, les startup et l'émergence de grands groupes industriels et financiers africains. En Algérie par exemple, il a été initié un soutien inédit au développement des startup et incubateurs par des politiques publiques appropriées, ainsi que la création d'un ministère chargé du numérique. Le défi de la résorption du gap numérique entre l'Afrique et le reste du monde peut et doit être relevé car porté par la jeunesse continentale, notamment universitaire. C'est le véhicule digital qui permet le mieux d'assurer les transferts technologiques au profit des systèmes productifs africains.

En conclusion il apparaît clairement que *l'économie fondée sur la connaissance est placée au cœur de ce nouveau paradigme économique pour l'Afrique, porteur des espoirs de plus d'un milliard d'Africains.* Cela est à portée de main. « Africa is back. »

Bibliographie et références sommaires

1. Joseph E. Stiglitz, Un autre monde, contre le fanatisme du marché, Édition Fayard,
2. Deuxième Conférence internationale sur l'émergence en Afrique (Abidjan, 28-30 mars 2017), communication Dr Mustapha MEKIDECHE, Plan d'émergence de l'Algérie: passage d'une économie peu diversifiée à une économie émergente, à propos de quelques conditions de mise en œuvre
3. Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP, APRM), rapports d'évaluation de la gouvernance (Algérie, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Djibouti, Kenya, Sénégal, Soudan). Site web : <https://www.aprm-au.org>